

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 02/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KATOEN NATIE LOGIFARE FRANCE SA

Mégazone Moselle Est
Parc d'Activité Communautaire n°1
95 rue des chardons
57455 Seingbouse

Références : FAREBERSVILLER_LOGIFARE_2026-03-02_RAPVI_echeances_LV_02588
Code AIOT : 0006201166

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement KATOEN NATIE LOGIFARE FRANCE SA implanté Mégazone Moselle Est Parc d'Activité Communautaire n°1 95 rue des chardons 57455 Seingbouse. L'inspection a été annoncée le 03/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 12 février 2026 s'inscrit dans le cadre d'une action de suivi des échéances, suite aux précédents rapports de visite n°01277 et 01278 du 19 mai 2025 sur les thématiques sécheresse et PFAS dans les rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KATOEN NATIE LOGIFARE FRANCE SA
- Mégazone Moselle Est Parc d'Activité Communautaire n°1 95 rue des chardons 57455 Seingbouse
- Code AIOT : 0006201166
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Katoen Natie Logifare France SA est autorisée à exploiter une plate-forme logistique d'entreposage et une station de lavage intérieur de citernes routières par arrêté préfectoral n°97 AG/2-234 du 18 novembre 1997 modifié.

Le site comprend une station de lavage de citernes routières et de silos, 3 entrepôts et 56 silos de stockage de matières plastiques.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Réduction des rejets aqueux de PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Registre de suivi de lavage	Arrêté Préfectoral du 18/11/1997, article 51.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
5	Surveillance complémentaire PFAS	AP Complémentaire du 19/06/2025, article 2	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Relevé des volumes prélevés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Relevé des volumes rejetés	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I (partiel)	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Méthode d'échantillonnage rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 19/06/2025, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'inspection) constate lors de la visite du 12 février 2026 que les points nécessitant une réponse de l'exploitant dans le rapport visite sécheresse n°01278 du 19 mai 2025 sont soldés.

Par ailleurs, concernant le suivi des échéances du rapport de visite relatif aux PFAS dans les rejets aqueux (rapport de visite n°01277 du 19 mai 2025), l'inspection note lors de la visite du 12 février 2026 :

- que les dispositions de l'article 16.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°97-AG/2-234 du 18 novembre 1997 modifié ne sont pas adaptées au fonctionnement actuel de l'installation. L'inspection propose d'abroger la mise en demeure n°2025-DCAT-BEPE-219 du 19 juin 2025 et de rédiger un rapport proposant un arrêté préfectoral complémentaire parallèlement à ce rapport de visite pour modifier la prescription susvisée ;

- que le registre de suivi des lavages de citernes ne contient pas d'informations sur la provenance du chargement. Ce point a déjà été soulevé lors de la visite d'inspection du 20 février 2025. L'exploitant ayant néanmoins apporté une réponse partielle par courriel du 18 juin 2025, l'inspection ne propose pas de mise en demeure dans l'immédiat. Une demande d'action corrective est attendue de l'exploitant sous un mois.

Concernant la surveillance trimestrielle mise en place sur une durée d'un an des PFAS dans les rejets aqueux de l'exploitant, l'inspection demande à l'exploitant d'intégrer lors des deux prochaines campagnes d'analyse prévues les 18 février 2026 et 18 mai 2026, la mesure sur l'eau d'approvisionnement ainsi que l'analyse du paramètre PFAS identifié dans les extincteurs du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Relevé des volumes prélevés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, dispositif de mesure totalisateur
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/06/2025
Prescription contrôlée : Article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation

d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :

"Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées".

Constats :

Lors de la visite 20 février 2025, l'inspection a constaté :

- le réseau AEP est équipé de cinq dispositifs de mesure totaliseur sur les cinq arrivées d'eau de l'installation (n°1 : alimentation de la station de lavage ainsi que du magasin 1, n°2 : alimentation du magasin 2, n°3 : alimentation du magasin 3, n°4 : sprinklage et bâtiment administratif, n°5 : local RIA et poteaux incendie) ;
- que le suivi des volumes d'eau sur les compteurs 2 à 4 n'est pas suffisant (mensuel contre hebdomadaire requis).

Par courriel du 18 juin 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection :

- qu'un relevé hebdomadaire est désormais effectué sur les compteurs des magasins 2 et 3 sans toutefois transmettre de justificatif associé. Lors de la visite du 12 février 2026, l'exploitant a présenté le fichier de suivi associé. L'inspection constate que la fréquence de suivie est respectée pour les compteurs 2 et 3 ;

- qu'un relevé hebdomadaire des compteurs du local sprinklage, RIA et poteau incendie n'est pas envisageable à date puisque les compteurs sont difficilement accessibles. 2 solutions sont envisagées :

- l'installation de compteurs télérelevés ;
- la transmission par le fournisseur de l'eau sur le site (Eaux de l'Est) d'un relevé hebdomadaire à l'exploitant.

Lors de la visite du 12 février 2026, l'exploitant a indiqué s'être rapproché du fournisseur Eaux de l'Est. L'exploitant dispose désormais des codes d'accès lui permettant d'obtenir le débit prélevé sur les compteurs 4 et 5 à une fréquence journalière. L'exploitant a présenté le registre de suivi des prélèvements des compteurs 4 et 5 associé. L'inspection constate que la fréquence de suivie est respectée pour les compteurs 4 et 5.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Relevé des volumes rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, dispositif de mesure totalisateur

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 19/07/2025

Prescription contrôlée :

Article 4-I (partiel) de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement :

"I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

1° [...] des volumes d'eau [...] rejetés [...] associés à chaque milieu [...] de rejet [...]. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;
[...]"

Article 17.1(partiel) de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1997 modifié :

"Les rejets de la station de pré-traitement se feront par un exutoire unique qui alimentera le réseau d'assainissement de la Zone Industrielle. Un dispositif de mesure (débit, [...]) sera mis en place sur la ligne de rejet."

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 20 février 2025, l'inspection a constaté qu'aucun dispositif de mesure totaliseur n'est présent dans l'installation avant rejet des eaux industrielles, sanitaires ou pluviales susceptibles d'être polluées vers le réseau d'assainissement de la zone industrielle.

L'inspection a demandé à l'exploitant, dans un délai de deux mois :

- d'installer un dispositif de mesure du débit sur la ligne de rejet de la station de pré-traitement du site, conformément à l'article 17.1(partiel) de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1997 modifié susmentionné ;
- de compléter le registre de suivi des volumes d'eau rejetés par l'installation à une fréquence mensuelle, conformément à l'article 4-I (partiel) de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susmentionné.

Par courriel du 18 juin 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'un logiciel de traitement des eaux de la station de lavage est en cours de modification pour intégrer une mesure et un enregistrement des volumes rejetés ; la modification n'était pas opérationnelle au 18 juin 2025.

Lors de la visite d'inspection du 12 février 2026, l'inspection constate que la modification du

logiciel de traitement des eaux de la station de lavage est opérationnelle ; l'exploitant a présenté le registre de suivi des volumes d'eau rejetés complété en conséquence, relevé à la fréquence journalière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Méthode d'échantillonnage rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/06/2025, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Echantillonnage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2025

Prescription contrôlée :

La société LOGIFARE, dont le siège social est situé Mégazone Moselle Est - Parc d'activités communautaire n°1 - Seingbouse (57455), est mise en demeure de respecter à compter de la notification du présent arrêté, pour l'exploitation de sa plate-forme logistique d'entreposage située sur les communes de Farebersviller, Seingbouse et Henriville :

Dans un délai de 3 mois :

- les dispositions de l'article 51 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé :
« Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives. »
- les dispositions de l'article 16.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°97-AG/2-234 du 18 novembre 1997 modifié susvisé :
« Les valeurs limites des rejets des polluants en concentration et en flux [...] contrôlées sur un échantillon moyen non décanté et non filtré prélevé proportionnellement au débit sur une durée de 24 heures. [...] ».

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite d'inspection du 20 février 2025 que les mesures d'autosurveillance des rejets aqueux de la station de lavage en sortie de la station de pré-traitement sont mesurés sur un échantillon moyen 24 heures prélevé proportionnellement au temps, et non au débit.

L'exploitant a indiqué à l'inspection ne pas disposer des dispositifs nécessaires pour qu'un organisme agréé extérieur effectue ce type de prélèvement.

L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-219 du 19 juin 2025

de respecter sous 3 mois les dispositions de l'article 16.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°97-AG/2-234 du 18 novembre 1997 modifié et de l'article 51 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susmentionné.

L'exploitant a transmis par courriel du 16 décembre 2025 puis par courrier du 12 janvier 2026 à la préfecture de la Moselle un porter à connaissance sollicitant :

- la modification de l'article 16.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°97-AG/2-234 du 18 novembre 1997 modifié susvisé ;
- l'abrogation de la mise en demeure n°2025-DCAT-BEPE-219 du 19 juin 2025.

L'exploitant a fourni dans son porter à connaissance :

- un descriptif du fonctionnement de l'installation de traitement des effluents et du rejet vers le réseau d'assainissement ;
- une chronique des débits sur la période du 25 août 2025 au 1er décembre 2025;
- deux rapports de contrôle inopiné des rejets aqueux de juillet 2017 et août 2021 mettant en exergue l'impossibilité d'un échantillonnage proportionnel au débit vu le fonctionnement actuel de l'installation.

En ce sens, un rapport de l'inspection est transmis parallèlement à la préfecture de la Moselle qui :

- conclut à l'équivalence de l'échantillonnage proportionnel au temps à débit constant à l'échantillonnage proportionnel au débit sur 24h ;
- propose d'accéder à la demande de l'exploitant et de modifier l'article 16.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°97-AG/2-234 ;
- propose un projet d'arrêté préfectoral complémentaire fixant de nouvelles prescriptions en matière d'échantillonnage pour le contrôle des effluents aqueux.

Dès lors, il est proposé à Monsieur le préfet de Moselle de lever la mise en demeure n°2025-DCAT-BEPE-219 du 19 juin 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Registre de suivi de lavage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/1997, article 51.3

Thème(s) : Risques chroniques, Registre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 19/06/2025

Prescription contrôlée :

Article 51.3 :

"L'exploitant tiendra un relevé sur lequel seront systématiquement mentionnés au moins les

renseignements suivants :

- le numéro d'immatriculation du camion et le nom de son propriétaire,
- la date et l'heure du lavage,
- la nature du produit que la citerne contenait et son origine".

Article 50.1 Produits autorisés

"L'installation est destinée à ne procéder qu'au lavage de véhicules ayant transporté des produits pulvérulents stables [...] :

- granulés et poudres de matières plastiques,
- produits non solubles : ciment, chaux, sables, dolomies, céréales, produits minéraux inertes,
- produits solubles : farines, sucres".

Article 50.2 Liste des produits

"L'exploitant tiendra à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier qui comprendra les fiches de données de sécurité des produits susceptibles d'avoir été transportés par les citernes admises sur le site pour être lavées.

L'inspection des installations classées aura la possibilité d'exclure de cette liste les produits susceptibles de présenter une gêne pour l'environnement".

Article 50.3 Produits interdits

"Le lavage des véhicules ayant transporté tout autre produit que ceux cités à l'article 50.1 est interdit, notamment :

[...]

- les liquides organo-halogénés,

[...]"

Constats :

L'inspection a constaté lors de la visite du 20 février 2025 que le registre de suivi des lavages de citernes ne contient pas d'informations sur la provenance du chargement.

Il a été demandé à l'exploitant de compléter son registre de suivi en conséquence, dans un délai d'un mois et de transmettre la justification de la mise en œuvre de cette action corrective à l'inspection.

Par courriel du 18 juin 2025, l'exploitant précise que pour chaque opération de lavage de citerne, un numéro CMR est enregistré dans son application interne de suivi « Cleaning ».

Ce numéro permet de retrouver les documents de transport (CMR) associés, lesquels contiennent l'origine du produit transporté, transmise par les clients.

Lors de la visite d'inspection du 12 février 2026, l'exploitant a présenté le registre de suivi des lavages de citernes complété, comprenant le numéro du document de transport associé (CMR).

L'exploitant précise néanmoins :

- que bien que disposant des numéros CMR pour chaque lavage effectué, il n'a pas d'accès direct aux documents de transport. Aussi, un appel téléphonique au transporteur est nécessaire pour

que ce dernier puisse lui communiquer la provenance du chargement. Ce mode de fonctionnement ne répond pas à la prescription. La provenance du chargement doit être reportée dans le registre de suivi des lavages.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant que l'exploitant a apporté une réponse partielle par courriel du 18 juin 2025, l'inspection ne propose pas de mise en demeure dans l'immédiat. Néanmoins, il est demandé à l'exploitant de compléter son registre de suivi en conséquence, dans un délai d'un mois et de transmettre la justification de la mise en œuvre de cette action corrective à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Surveillance complémentaire PFAS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/06/2025, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre une surveillance trimestrielle de ses émissions de substances per- et polyfluoroalkylées sur l'eau d'approvisionnement du site provenant du réseau communal ainsi que sur le point de rejet aqueux relatif à la sortie de la station de pré-traitement des effluents d'eaux résiduelles provenant de la station de lavage des citernes, du lavage des silos ainsi que d'éventuelles eaux d'extinction d'incendie de la partie sud du site pendant une durée d'un an, soit 4 campagnes d'analyse. Les analyses comprendront :

- une estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;
- les 20 substances obligatoires décrites à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

L'exploitant s'assure que l'organisme agréé de mesure prendra les dispositions nécessaires afin d'assurer la fiabilité des résultats d'analyse.

Les résultats d'analyses accompagnés de commentaires sont transmis à l'inspection des installations classées via la plateforme GIDAF au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 12 février 2026, l'exploitant a présenté à l'inspection les deux campagnes supplémentaires réalisées les 28 août 2025 et 25 novembre 2025, avec les bordereaux d'analyse associés.

L'inspection constate :

- que la fréquence de surveillance est respectée ;
- que le paramètre AOF et les 20 PFAS de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ont été analysés et que les limites de quantification sont respectées ;

- que le paramètre "hydroxyde de carboxyméthyl-diméthyl-3-[[3,3,4,4,5,5,6,6,7,7,8,8,8-tridécafluorooctyl)sulfonyl]amino]propylammonium" identifié dans les extincteurs avec additif EX1 du site ne fait pas partie des substances PFAS analysées dans les deux premières campagnes de mesure ;
- que seul le point de rejet des effluents de la station de lavage est analysé, les mesures de l'eau d'approvisionnement du site provenant du réseau communal n'ont pas été réalisées ;
- qu'aucune concentration en PFAS n'est détectée sur les deux nouvelles campagnes d'analyse ;
- qu'aucune concentration en AOF n'est mesurée pour la première campagne d'analyse et qu'une concentration de 58 microgrammes par litre (flux rejeté de 4g/j) est mesurée pour la deuxième mesure de novembre 2025, sans que l'exploitant ne parvienne à expliquer la provenance de cette détection lors de la visite d'inspection du 12 février 2026 ;
- le respect des conditions de prélèvements, avec justification d'un asservissement au temps sur une durée de 24h00 ;
- la transmission des résultats sur la plateforme GIDAF.

L'exploitant s'est engagé lors de la visite d'inspection du 12 février 2026 à intégrer lors des deux prochaines campagnes d'analyse prévues les 18 février 2026 et 18 mai 2026, la mesure sur l'eau d'approvisionnement ainsi que l'analyse du paramètre PFAS identifié dans les extincteurs du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communiquera à réception sur la plateforme GIDAF les résultats des campagnes de février et mai 2026 avec l'ensemble des mesures requises.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois